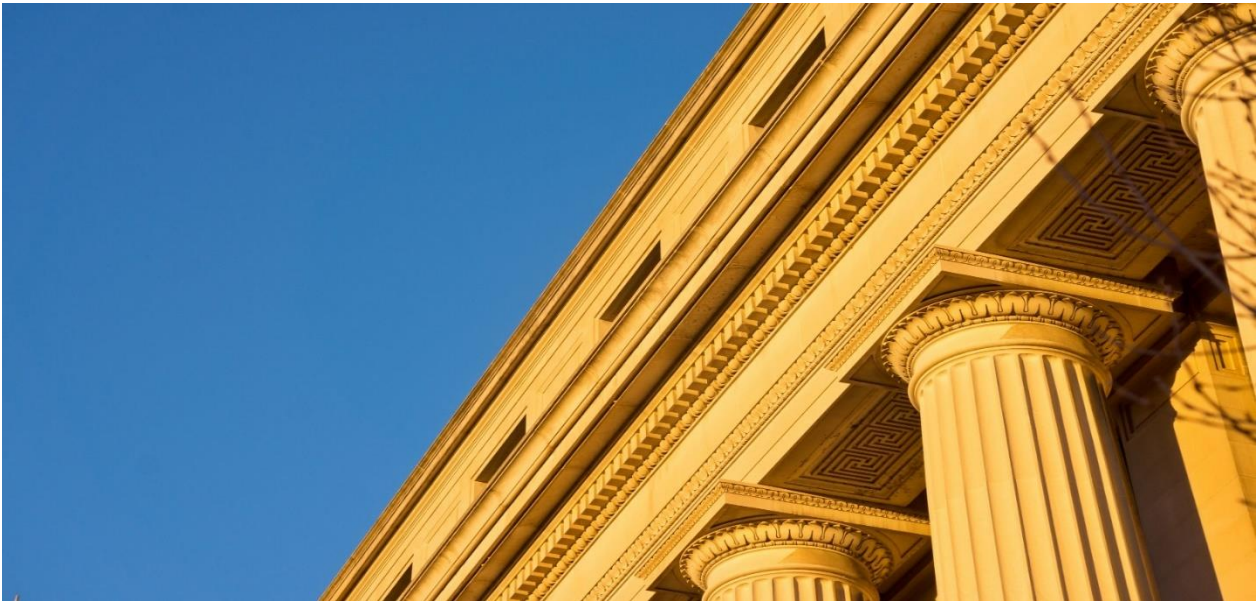




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

07-2024



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

JURISPRUDENCE :

- **Contentieux émergents – devoir de vigilance et responsabilité écologique des entreprises** : La nouvelle Chambre 5 Pôle 12 de la Cour d'Appel de Paris a rendu un arrêt le [18 juin 2024 \(RG 23/14 348\)](#) décidant que des particuliers, des ONG, des collectivités françaises, et la ville de New-York représentée par son directeur juridique en exercice, sont fondés à poursuivre en justice une compagnie pétrolière (Total Energie SE) pour la contraindre à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique. Pour rappel la loi n°2017-399 du 27 mars 2017 a mis en place un devoir de vigilance des sociétés mères (et non ses filiales) et des entreprises donneuses d'ordre remplissant des conditions de seuil, codifié à l'article L 225-102-4 du code de commerce, qui impose d'établir et de mettre en œuvre de manière effective un plan de vigilance. D'autres décisions ont été rendues dans le même sens par la même juridiction à l'encontre de SAS Vigie Groupe (Ex Suez SAS) et EDF SA.
- [Cass. 2^e civ., 16 mai 2024, n° 22-23314, FS-B \(cassation partielle CA Montpellier, 26 oct. 2022\)](#) Il a été jugé que la rente ou l'indemnité en capital versée à la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ne répare pas le déficit fonctionnel permanent (Cass. ass. plén., 20 janv. 2023, n° 20-23673). Dès lors, la victime d'une faute inexcusable peut prétendre à la réparation du déficit fonctionnel permanent, que la rente ou l'indemnité en capital n'a pas pour objet d'indemniser.
- [CEDH, 9 avr. 2024, no 53600/20, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et a. c/ Suisse](#) : **Première affaire climatique jugée au fond à Strasbourg**. Requête introduite contre la Suisse par quatre femmes et une association suisse, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz (Les Aînées pour le climat) représentant 2 000 femmes âgées de plus de 75 ans. Violation des articles 6 paragr. 1 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, en raison de l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement helvétique pour atténuer les effets du changement climatique. Interprétation stricte de la qualité de victime individuelle du changement climatique et rejet de la requête formulée par les personnes physiques. Admission de la recevabilité de la requête de l'association KlimaSeniorinnen jugée sur quatre critères :
 - elles sont légalement constituées dans l'État attaqué ou ont la qualité pour agir dans celui-ci
 - elles démontrent qu'elles poursuivent un but spécifique conforme à leur objectif statutaire dans la défense des droits fondamentaux de leurs adhérents et d'autres individus touchés
 - elles démontrent qu'elles sont représentatives et habilitées à agir pour le compte de leurs adhérents ou d'autres individus dans le pays concerné.

La CEDH concluant qu'il existe un lien de causalité entre l'inaction étatique et la remise en cause des droits et libertés fondamentaux dresse une liste de cinq obligations positives générales à la charge des États en cette matière.

- adopter des mesures générales avec un calendrier
- fixer des objectifs et trajectoires intermédiaires
- fournir des informations permettant d'apprécier le résultat obtenu
- actualiser les objectifs pertinents en se fondant sur les meilleures données disponibles

- agir en temps utile et de manière appropriée et cohérente dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des mesures pertinentes.

Cette décision ne peut faire l'objet d'un appel. D'autres dossiers climatiques sont en cours sur le sujet auprès de la CEDH qui devraient permettre de préciser ces positions. L'adhésion des États à la Convention Européenne des Droits de l'Homme a pour conséquence l'obligation pour eux de se conformer aux arrêts des litiges auxquels ils sont parties (Conv. EDH, art. 46, 1°, 2°). Or, les arrêts de violation n'ont qu'un caractère déclaratoire (art. 41 du Protocole n°14 du 01/06/2010) et ne valent pas titre exécutoire. L'exécution dépend des États qui ont le choix quant aux moyens dans leur ordre juridique interne. Jusqu'ici, la CEDH n'a pas jugé bon d'accueillir des demandes de dommages-intérêts catalogués comme « punitifs », « aggravés » ou « exemplaires ». Dans ce contexte les mesures préconisées par la CEDH seront-elles suivies d'effets ?

CONFORMITE :

❖ SANCTIONS :

- [Conseil d'Etat N° 492346 2ème - 7ème chambres réunies – 16 mai 2024](#) : **GEL DES AVOIRS et absence de condition d'urgence** - Par une ordonnance n° 2403428 du 16 février 2024, le juge des référés du tribunal administratif de Paris a prononcé la suspension de l'exécution de l'arrêté du 11 janvier 2024 pour une durée de six mois relatif à une mesure de gel des fonds et ressources économiques appartenant à un particulier de nationalité franco marocaine et interdisant la mise à disposition directe ou indirecte ou l'utilisation de fonds ou de ressources à son profit. L'individu avait été condamné pour des faits d'apologie du terrorisme et menaces de mort sur personnes dépositaires de l'autorité publique survenus en 2022 et 2023. Père de quatre enfants mineurs, la mesure de gel des fonds et ressources mise en place par l'arrêté en litige avait pour effet de le priver de la possibilité de disposer de son salaire mensuel et des prestations versées par la CAF. L'intéressé n'avait fait aucune démarche auprès de la DGT pour obtenir le dégel de ses avoirs. La condition d'urgence posée par l'article L. 521-2 du code de justice administrative s'apprécie objectivement et compte tenu de l'ensemble des circonstances de chaque espèce. Le requérant qui saisit le juge des référés sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-2 du code de justice administrative doit justifier des circonstances particulières caractérisant la nécessité pour lui de bénéficier à très bref délai d'une mesure de la nature de celles qui peuvent être ordonnées sur le fondement de cet article. La circonstance qu'une atteinte à une liberté fondamentale portée par une mesure administrative serait avérée n'est pas de nature à caractériser, à elle seule, l'existence d'une situation d'urgence au sens de cet article.

- [14eme Paquet de sanctions UE contre la Russie Décision 2024/1738 du 24 juin 2024](#) : Ces sanctions visent 69 individus et 47 entreprises dont les sociétés :
 - maritime JSC SOVCOMFLOT,
 - VOLGA DNIENR GROUP et VOLGA GROUP AIRLINES LLC spécialisée en transport aérien,
 - LLC NOVAPORT HOLDING.

Le 14eme Paquet vise à interdire après une période de transition de 9 mois, l'utilisation des ports de l'UE pour le transbordement de gaz liquéfié russe. En outre, il interdit l'importation de GNL russe dans des terminaux spécifiques qui ne sont pas reliés au réseau de gazoducs de l'UE.

Il renforce les sanctions financières en interdisant aux banques de l'UE situées en dehors de la Russie d'utiliser le système de messagerie financière SPFS russe équivalent du SWIFT.

❖ **LCB-FT :**

- Cass. Crim. [Pourvoi n° 22-81.808 du 19 juin 2024](#) : A l'issue d'une information judiciaire des particuliers ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel pour y être jugés dans le cadre d'un schéma de Ponzi des chefs d'escroquerie en bande organisée, abus de biens sociaux, abus de confiance, exercice de l'activité de conseil en investissements financiers sans remplir les conditions prévues et blanchiment. La banque est poursuivie en raison de sa qualité de professionnelle et des contrôles qu'elle devait effectuer au titre de la lutte anti-blanchiment. La Cour de Cassation confirme l'arrêt d'appel sur la **responsabilité solidaire de la banque condamnée pour le délit de blanchiment** et non pour le manquement aux obligations de vigilance et de déclaration imposées aux organismes financiers en application des articles L. 561-5 à L. 561-22 du CMF. L'argument invoqué par la banque de l'absence de sanctions de son autorité de contrôle sur son dispositif à l'issue d'un contrôle n'est pas retenu. La cassation ne concerne que les dispositions par lesquelles l'arrêt attaqué a débouté totalement ou partiellement certaines parties civiles de leur demande de condamnation solidaire de la banque et limité cette condamnation à hauteur de 50 % des indemnités allouées. Cette décision sévère pourrait être applicable à un acteur de l'assurance.
- [Tribunal Judiciaire de Nice, 4e chambre civile, 4 juin 2024, n° 22/01297](#) : Les conditions générales du contrat d'assurance prévoient au titre de la lutte contre le blanchiment que :« *Les contrôles que l'assureur est légalement tenu d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers, peuvent le conduire à tout moment à demander au souscripteur des explications ou des justificatifs, y compris sur l'acquisition des biens assurés ou sur les sommes versées au contrat* ». Ces dispositions ne subordonnent pas contractuellement le droit à indemnisation à la preuve de l'origine des fonds ayant servi à financer l'acquisition du véhicule.



TJ Nice, 4e ch. civ., 4
juin 2024, n° 22-01297

- [Le 30 mai 2024](#), le Conseil de l'Union Européenne a adopté un règlement établissant une nouvelle autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC ou AMLA) afin d'améliorer la surveillance en matière de LBC/FT dans l'Union Européenne. L'ALBC sera basée à Francfort et commencera ses activités à la mi-2025. Son rôle consistera à :
 - surveiller directement certains des établissements financiers et de crédit présentant le plus de risques dans l'UE, y compris les prestataires de services sur crypto-actifs
 - jouer un rôle de soutien au secteur non financier
 - coordonner les Cellules de Renseignements Financiers dans les États membres
 - imposer des sanctions pécuniaires en cas d'infractions graves.



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

- ACPR - [Recommandation 2024-R-01 du 28 juin 2024 sur la mise en œuvre de la directive UE 2017/97 sur la distribution de contrats d'assurance](#) :

L'ACPR rappelle aux concepteurs et distributeurs de produits d'assurance leurs obligations en matière de rémunération et de gestion des conflits d'intérêt. Elle recommande notamment de n'introduire aucune politique de rémunération des personnels intervenant dans la commercialisation des produits lorsqu'ils distribuent des produits de plusieurs concepteurs différents, et d'intégrer dans les dispositifs de contrôle interne un contrôle de la conformité des opérations de distributions au regard des intérêts de la clientèle.

TEXTES :

- **CONFISCATION DES AVOIRS CRIMINELS** - adoption de la Loi [n° 2024-582 du 24 juin 2024](#) améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels. Ce texte a pour objectifs de :
- simplifier la procédure de contestation des saisies de biens meubles, en permettant notamment un appel devant le président de la cour d'appel pour les saisies probatoires
 - étendre l'affectation gratuite des biens saisis à l'administration pénitentiaire, à l'Agrasc et à divers organismes et associations
 - améliorer l'indemnisation des victimes avec un élargissement de l'assiette des biens sur lesquels elles peuvent être indemnisées
 - préciser que la confiscation d'un bien immobilier entraîne désormais l'expulsion du condamné, ainsi que de « tout occupant de son chef » dont sa famille, la peine de confiscation du patrimoine étant étendue aux infractions de corruption et trafic d'influence passifs et actifs punies de 10 ans de prison
 - permet à la CJIP d'inclure parmi les obligations de la personne morale le dessaisissement de biens saisis.



PODCAST N°3 - RESPONSABILITE PENALE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Sur quels critères les juges du Parquet décident-ils de l'opportunité de poursuivre une entreprise et/ou ses dirigeants ?

Faisons le point dans notre Podcast n°3 sur le thème de l'imprévisibilité du cumul des poursuites pénales de l'entreprise et de ses dirigeants dans le cadre de la lutte contre la criminalité financière.